

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 20 janvier 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

13,8 %

C'est le ratio de recettes publiques sur PIB au Ghana en 2024 – l'objectif du gouvernement est d'atteindre 18 % en 2027.

Nigéria :

Le NESG publie ses projections économiques pour 2025 ; Le NBS précise sa nouvelle méthode de calcul pour l'inflation ; La NCC approuve une hausse de 50 % des tarifs des télécommunications ; FCMB reçoit 44 M USD de Proparco pour soutenir les PME.

Ghana :

Le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture présente ses priorités pour revitaliser le secteur agricole ; L'UKGCC publie son rapport 2024 sur l'environnement des affaires au Ghana.

Le NESG publie ses projections économiques pour 2025

[Le groupe du Sommet économique du Nigéria \(NESG\) a publié ses projections économiques pour l'année 2025.](#)

Dans son rapport, le NESG observe tout d'abord que les réformes engagées par l'administration Tinubu portent d'ores et déjà leurs fruits. Les recettes publiques se sont en effet sensiblement améliorées, passant de 7,6 % du PIB en 2023 à 10,5 % en 2024 d'après la Banque mondiale. Le compte courant a en outre enregistré un excédent record depuis 2014: +6,1 Md USD au troisième trimestre 2024 selon la Banque centrale du Nigéria (CBN). Les réserves de change ont aussi augmenté depuis l'arrivée au pouvoir de Bola Tinubu, dépassant désormais les 40 Md USD, contre 35,1 Md USD lors de son investiture – 7 Md USD d'arriérés ont d'ailleurs été réglés par la CBN sur la même période. L'élimination de la prime du taux de change parallèle a enfin favorisé une plus grande transparence et réduit les distorsions de marché. Le NESG estime ainsi que les réformes expliquent 1,2 point de pourcentage de la croissance économique nigériane en 2024, estimée à 3,2 %.

Le NESG regrette toutefois un manque de communication et de pédagogie de la part du gouvernement sur les réformes engagées. Par exemple, la transition vers des prix du carburant reflétant le marché aurait suscité des réactions mitigées en raison d'un manque de clarté sur la mise en œuvre de la réforme. Le groupe de réflexion déplore également la faiblesse du filet social déployé auprès des plus vulnérables. D'après le NESG, plus de la moitié des Nigériens vivraient désormais sous seuil de pauvreté.

Tableau de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques au Nigéria

		2021				2022				2023				2024			
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Drivers	Real GDP Growth (%)	0.5	5.0	4.0	3.9	3.1	3.5	2.2	3.5	2.3	2.5	2.5	3.4	2.9	3.1	3.4	3.5
	Inflation (%)	17.3	17.9	17.0	15.6	15.7	17.7	20.3	21.3	21.9	22.4	25.5	28.1	31.6	33.9	32.7	34.4
	Fiscal balance (NBillion)	-1984.4	-1846.3	-1851.6	-1625.8	-3431.4	-2241.3	-1803.1	-1854.3	-3962.0	-2633.7	-2655.5	-4250.3	-4179.8	-4260.5	-4448.5	-3205.3
	Exchange rate (US\$/NGN)	404.5	410.1	410.7	418.8	415.0	415.3	430.3	449.0	460.8	565.6	761.6	889.3	1410.9	1428.1	1603.2	1622.7
	Interest rate (%)	28.5	28.6	27.7	27.3	29.3	27.5	27.9	28.5	28.1	28.6	27.4	27.7	27.7	29.1	29.6	30.6
Signals	Manu. Growth (%)	3.4	3.4	4.2	2.2	5.8	3.0	-1.9	2.8	1.6	2.2	0.4	1.3	1.4	1.2	0.9	1.1
	Agric. Growth (%)	2.2	1.3	1.2	3.5	3.1	1.2	1.3	2.0	-0.8	1.5	1.2	2.1	0.1	1.4	1.1	2.1
	Trade balance (NTrillion)	-1.8	0.3	-0.2	-0.1	-0.3	1.0	-0.4	1.0	0.0	0.1	1.3	3.6	5.2	4.0	5.8	6.7
	Capital inflows (US\$Billion)	1.9	0.9	1.7	2.1	1.6	1.5	1.2	1.1	1.1	1.0	0.7	1.1	3.4	2.6	1.2	2.6
	Public debts (NTrillion)	33.1	35.4	38.0	39.6	41.6	42.8	44.1	46.2	49.8	87.3	87.9	97.3	121.6	134.2	140.6	142.7
	Foreign reserves (US\$Billion)	35.1	33.0	41.6	40.2	39.2	39.1	37.3	36.6	35.1	33.7	32.7	33.2	32.2	34.7	39.2	40.9

Data: NBS, Central Bank of Nigeria
Heatmap: NESG Research

Le rapport donne ensuite les priorités dégagées par le NESG pour assurer une croissance durable et l'augmentation du niveau de vie des Nigériens dès 2025: contrôler l'inflation, stabiliser le taux de change et augmenter les réserves extérieures, améliorer la mobilisation fiscale. Ces réformes devraient en effet créer un

environnement macroéconomique stable, propice aux investissements, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. De manière complémentaire, le NESG appelle à rediriger les ressources budgétaires liées à la suppression de la subvention de l'essence vers des programmes sociaux, tout en levant les barrières à l'importation des produits alimentaires essentiels – ce qui aurait aussi pour effet de réduire l'inflation.

Dans le scénario optimal dégagé par le NESG, la croissance économique du Nigéria serait de 5,5 % en 2025, l'inflation à 24,7 %, et le taux de change de 1 300 NGN pour 1 USD. Participant à la cérémonie de lancement du rapport, le gouverneur de la CBN, Yemi Cardoso, a quant à lui estimé la croissance économique du Nigéria à 4,1 % en 2025, avec une baisse de l'inflation à 15 % d'ici la fin de l'année.

Le NBS précise sa nouvelle méthode de calcul pour l'inflation

[Le Bureau national des statistiques \(NBS\) a confirmé qu'il changerait sa méthode pour le calcul de l'inflation au Nigéria.](#) Le NBS va en effet mettre à jour le panier de produits pris en compte pour l'estimation de l'évolution générale des prix, afin de mieux refléter les habitudes de consommation des ménages. Le panier comprendra désormais 960 produits, contre 740 actuellement. Le NBS va également adopter la dernière Classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP) proposée par les Nations unies en 2018. Celle-ci fournit des catégories homogènes de biens et services consommés par les ménages et devrait **permettre au NBS de mieux apprécier la consommation des Nigériens dans de nouveaux secteurs**, notamment dans les produits financiers et assurantiels.

Le NBS avait par ailleurs annoncé [lors d'un événement organisé par le groupe du Sommet économique du Nigéria \(NESG\) une révision de sa méthode de calcul du PIB national](#). L'agence statistique utilisera désormais 2019 comme année de base pour le calcul du produit intérieur brut, remplaçant 2010, la référence employée depuis 2014.

La NCC approuve une hausse de 50 % des tarifs des télécommunications

[La Commission des communications du Nigeria \(NCC\) a approuvé une augmentation de 50 % des tarifs par les opérateurs télécoms](#) afin de compenser la hausse des coûts opérationnels. Les opérateurs avaient initialement demandé une augmentation de plus de 100 %, mais la NCC a choisi une hausse plus modérée après une analyse du marché. Les ajustements respecteront les fourchettes tarifaires établies dans l'étude de coûts de 2013 de la NCC et seront examinés au cas par cas, conformément à la récente directive sur la simplification des tarifs de la NCC (« *Guidance on Tariff Simplification 2024* »). La NCC a souligné que **cette augmentation est nécessaire pour garantir la qualité et la continuité des services.**

Cette décision s'inscrit dans un contexte de réformes visant à renforcer la viabilité du secteur des télécommunications au Nigeria tout en protégeant les consommateurs. Le ministre des Finances Wale Edun a indiqué que la révision des tarifs des services de télécommunications, la première en douze ans, était rendue nécessaire par l'inflation et par l'augmentation significative des coûts opérationnels des opérateurs. Des consultations entre acteurs du secteur ont lieu actuellement, de nombreux syndicats tels que l'Association nationale des abonnés aux télécommunications (NATCOMS), le Congrès du travail du Nigeria (NLC) ou encore l'Association nationale des étudiants nigériens (NANS) exprimant leur désaccord avec cette mesure.

FCMB reçoit 44 M USD de Proparco pour soutenir les PME

[Proparco a renforcé son partenariat avec la First City Monument Bank \(FCMB\) au Nigeria](#) en signant trois accords visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) à fort impact, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des entreprises dirigées par des femmes. Ces accords incluent une ligne de crédit senior de 35 M USD, ainsi que deux garanties – ARIZ pour 3 M EUR et EURIZ pour 6 M EUR – grâce au soutien de l'Union européenne (UE) via le Fonds européen pour le développement durable (FEDD). Les garanties ARIZ et EURIZ sont des mécanismes de partage des risques mis en place par Proparco et financés en partie par l'UE pour faciliter l'accès au crédit aux PME dans les pays en développement, notamment en Afrique. Ces financements permettront à FCMB de consolider ses activités de crédit à moyen et long terme, en ciblant spécifiquement les PME. L'objectif est de soutenir les PME dans des secteurs à fort potentiel, avec une répartition de 90 % pour l'agriculture et 10 % pour les entreprises dirigées par des femmes. Ce financement contribue ainsi aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, notamment l'ODD 2 « Faim zéro », en facilitant l'accès au financement pour les entreprises impliquées dans la production de produits alimentaires essentiels, et l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique ». Djalal Khimdjee, directeur général adjoint de Proparco, a déclaré que ce partenariat démontre l'engagement à soutenir des institutions financières à fort impact sur les marchés émergents, en favorisant la croissance des PME, l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire.

Ghana

Le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture présente ses priorités pour revitaliser le secteur agricole

[M. Eric Opoku, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana, a présenté devant la Commission des nominations du Parlement sa stratégie pour revitaliser le secteur agricole du Ghana.](#)

S'agissant du secteur du cacao, le ministre a exprimé son inquiétude face à la chute historique de la production de cacao en 20 ans (530 000 tonnes en 2023-2024 selon le Bureau du cacao du Ghana – Cocobod). Le ministre a notamment mentionné le prêt syndiqué de 800 M USD, pour acheter 850 000 tonnes de cacao, pour lequel le Ghana avait fait défaut la saison dernière en raison de son incapacité à atteindre les objectifs de production. Il a assuré que le **gouvernement donnerait la priorité à la réduction de cet endettement chronique** pour relever les défis financiers du secteur. Le Dr Ransford Anertey Abbey, personnalité médiatique ghanéenne, a par ailleurs été nommé directeur général du Cocobod par le président Mahama.

Concernant l'industrie avicole, le ministre a proposé un plan nommé « De la ferme à la table » (« *Poultry Farm to the Table* ») pour surmonter les défis liés au coût élevé des aliments pour volailles, en fournissant aux producteurs les ressources financières nécessaires pour développer leurs activités et augmenter leur production. Pour attirer les jeunes vers l'agriculture, il a préconisé un programme de mise à disposition de terres agricoles et le recrutement d'agents pour apporter un soutien technique aux agriculteurs. Enfin, le ministre a suggéré l'implantation de fermes dans les écoles secondaires pour réduire le coût des repas scolaires tout en sensibilisant les élèves à l'importance de l'agriculture.

L'UKGCC publie son rapport 2024 sur l'environnement des affaires au Ghana

[La Chambre de Commerce Royaume-Uni-Ghana \(UKGCC\) a publié la 6^{ème} édition de son rapport annuel « Enquête sur l'environnement des affaires et la compétitivité au Ghana » \(BECS\) pour 2024, fondée sur les retours de 725 entreprises de différentes tailles et secteurs au Ghana.](#)

Le rapport révèle un environnement des affaires mitigé avec néanmoins des perspectives positives sur le développement des technologies et l'expansion des marchés. Les préoccupations soulevées portent sur la fiscalité, les coûts des télécommunications, la bureaucratie et l'instabilité du cadre réglementaire. Les infrastructures technologiques et télécoms sont perçues comme très performantes, malgré une baisse par rapport à 2023. Parmi les autres éléments positifs, figurent la disponibilité de l'électricité, de la main-d'œuvre, de la ressource en eau et la qualité des partenaires logistiques.

La corruption et la volatilité du taux de change demeurent des obstacles majeurs, tandis que l'inflation complique substantiellement les coûts opérationnels.

Les réformes recommandées incluent la réduction des charges fiscales, l'amélioration de l'accès au financement, la simplification des réglementations et le soutien aux PME. Le rapport souligne aussi

l'importance d'investir dans les infrastructures énergétiques, télécoms et hydriques pour soutenir les opérations durables.

Des initiatives ciblées dans des secteurs clés comme les industries, les services et les technologies sont jugées essentielles pour stimuler la croissance économique et l'industrialisation. Le rapport appelle à une collaboration renforcée entre le gouvernement, le secteur privé et les partenaires internationaux pour adopter des politiques visant à assurer la sécurité des investissements et à créer un climat d'affaires stable qui attire les investisseurs locaux et internationaux.